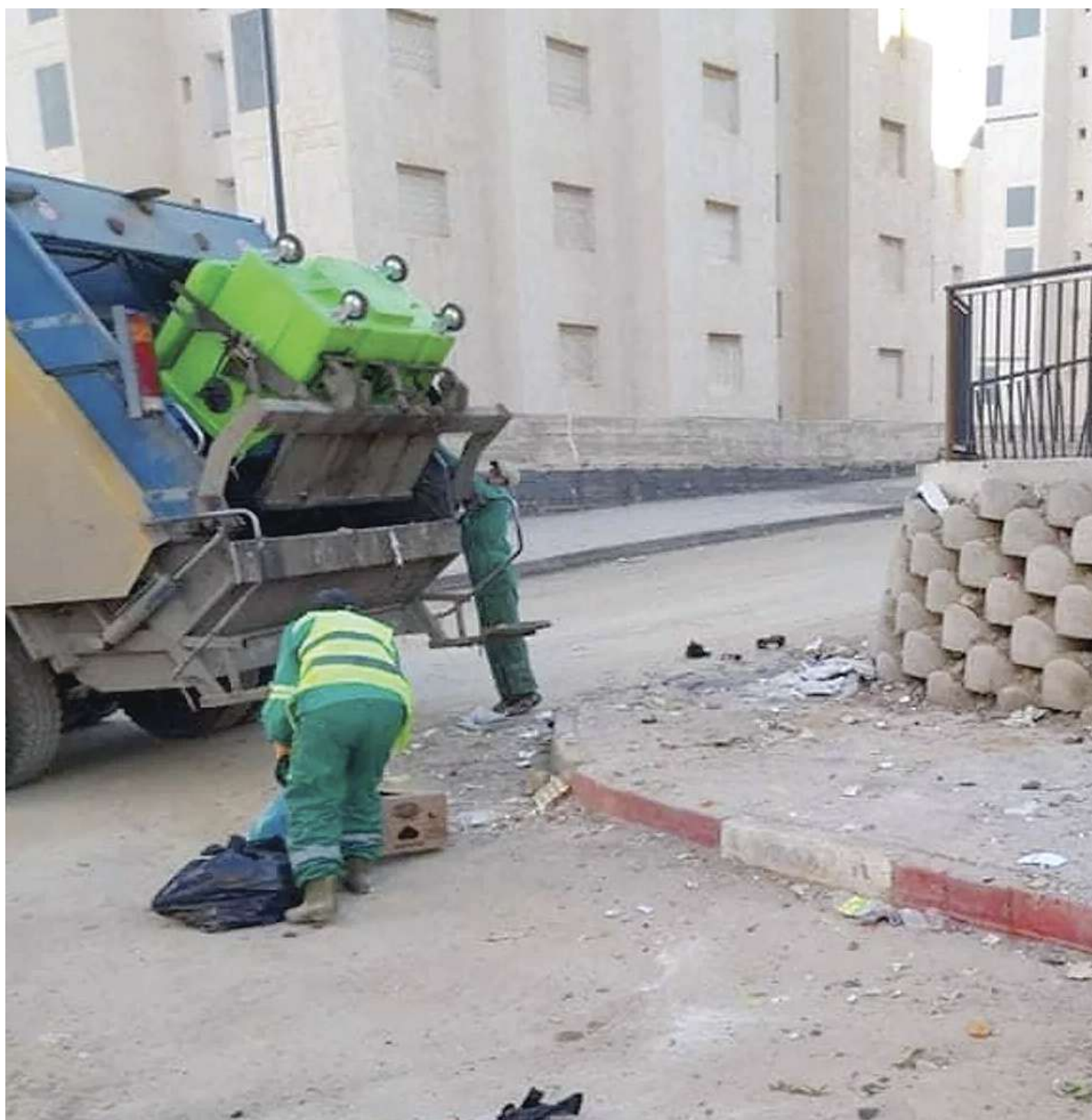


GESTION DES DÉCHETS

Mieux collecter, mieux valoriser

La protection de l'environnement et de la santé des citoyens est devenue une préoccupation collective et la question des déchets, dans leur acception la plus large, et la nécessité de leur valorisation.

P 3



SANTÉ

**Projet de jumelage entre
l'Hôpital des grands
brûlés de Zéralda et son
homologue turc à Istanbul**



Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu le chargé d'Affaires à l'ambassade de la République de Turquie en Algérie.

P 4

INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

**Moteur de création
d'emplois**



L'économiste Abdelkader Mechdal estime que l'investissement public et privé dans le secteur de la Santé contribuera à réduire la sortie des devises et des fonds du trésor public.

P 5

ENERGIES RENOUVELABLES

**La filiale commerciale du
CDER finaliste à la
compétition britannique
The Energy Awards 2023
2023**

La filiale commerciale du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a été retenue pour la finale de la compétition britannique.

P 4

EN 24 HEURES

**Onze morts
sur les routes**

P4

ACHAT DES FOURNITURES SCOLAIRES

**La DASS de Mila
débloque 5 millions
de dinars**

P3

ENERGIE

**Le pétrole termine
en hausse**

P4

EDUCATION NATIONALE

«L'examen du BEM sera revu»

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, en visite de travail ce dimanche dans la wilaya de Tيارت, a fait une annonce importante : les modalités du BEM, examen sanctionnant la fin du cycle de l'enseignement moyen, seront révisées. Les changements seront-ils effectifs dès la session 2024 et de quelle nature seront-ils ? Peu de détails sont fournis à ce stade de l'information.

Le membre du gouvernement a réaffirmé, en outre, l'affectation d'un enseignant de l'éducation physique (sport) dans chaque établissement scolaire, y compris les écoles primaires, ou la discipline n'est pas dans l'évaluation des élèves. Il a précisé qu'un programme a été mis au point sous la supervision de spécialistes.

Abdelhakim Belaabed a confirmé, par ailleurs, que l'enseignement de l'anglais sera étendu, dès cette année, aux classes de 4ème année primaire, en sus des 3AP. Les manuels scolaires sont prêts, a-t-il assuré. Il a parlé, aussi, de l'intégration, dans le programme pédagogique, de cours sur la sécurité routière.

ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE DANS LE SYSTÈME FISCAL EN ALGÉRIE

Une volonté claire de parrainer le projet

«L'incarnation de l'administration électronique du secteur fiscal en Algérie n'aura pas lieu sans la révolution électronique », affirme Mahtal Fella de l'université de Laghouat.

Elle explique que «l'application de l'administration électronique peut développer le service public car elle est devenue nécessaire et incontournable afin de faire progresser et moderniser le service public et l'équipement son application est devenue une mesure du développement des institutions et des administrations à l'heure actuelle et de l'étendue de leur capacité à répondre aux désirs et aux préoccupations des contribuables et à les rapprocher de l'administration et de la réalisation internationale des normes de qualité dans la prestation des services publics ».

Selon l'universitaire, pour que l'administration électronique se développe et s'étende, «il est nécessaire de lui préparer l'environnement approprié en termes d'infrastructures de communication et d'information, et la législation juridique et financière qui la régit et la pro-

tège ». L'administration électronique, ajoute-t-elle, «représente un mécanisme important dans la construction et la mise à niveau d'une architecture intégrée de services publics électroniques, afin d'obtenir une réponse rapide dans les services fournis à la communauté fiscale, d'élever le niveau de clarté du service public et de le rapprocher du contribuable ». Il s'agit aussi d'une «nouvelle alternative qui reconsidère la relation du contribuable avec les intérêts fiscaux, et le passage aux obligations virtuelles ».

Si l'a e-administration est encore au début de ses premiers pas, « cela n'a pas empêché sa diffusion et son utilisation rapides », note l'université, relevant qu'il y a «une volonté claire de parrainer le projet de l'administration électronique en Algérie, ce qui reflète clairement les efforts algériens pour développer et moderniser l'administration en fonction des évolu-

tions actuelles lourdeur des démarches administratives, notamment celles liées aux permis de construire et diverses autres licences connexes, notamment avec le manque d'espaces fonciers nécessaires à la réalisation du projet et le changement aléatoire et fréquent des terrains destinés à la construction ».

Au chapitre des défis, Mme Mahtal cite, entre autres, « le changement fréquent de maîtres d'ouvrage entraîne la difficulté de déterminer les responsabilités des défauts, en plus de l'inutilité des appels d'offres nationaux annoncés pour mener à bien le projet ; la difficulté que rencontrent les bureaux d'études et les institutions spécialisées dans le domaine de l'architecture pour bien assurer et suivre les projets de construction de l'administration fiscale avec une précision et une confidentialité prédéterminée ».

BATNA

La Fête de l'automne s'ouvre à T'kout

La commune de T'kout, située dans la wilaya de Batna, a été le théâtre d'une ambiance festive et traditionnelle avec l'ouverture du souk de la fête de l'automne. L'événement, qui s'est déroulé le samedi, a été marqué par des spectacles folkloriques de la région et une série d'activités célébrant la culture et les traditions locales.

Le coup d'envoi de cette célébration a été marqué par un défilé haut en couleurs. Des troupes de Rahaba ainsi que des cavaliers vêtus de costumes traditionnels ont participé à ce défilé enjoué. La procession a démarré devant la bibliothèque publique pour se diriger vers le siège de l'assemblée populaire com-

munale, sous les yeux émerveillés d'une foule nombreuse. La scène était animée par des chants et des musiques traditionnels, accompagnés de salves de baproud, créant ainsi une atmosphère de fête authentique.

La cérémonie d'ouverture de « Thameghra N'tmenzouth », qui se prolongera jusqu'au 30 août, a été marquée par le spectacle captivant de Chayeb Achoura. Cette exhibition traditionnelle, rappelant le théâtre de rue, a été exécutée par des jeunes de la ville. À travers cette représentation, les participants ont cherché à exprimer leur attachement profond à leur terre et à leurs racines culturelles.

Les organisateurs de cet événement ont eu à cœur de mettre en avant les auteurs originaires de T'kout d'une manière originale.

Leurs livres ont été imprimés sur des t-shirts portés par des enfants qui ont participé au défilé. Cette initiative symbolise une reconnaissance envers les écrivains locaux tels que Fareh Messerhi, El Hadi Meziane et Saâd Khadidja, tout en encourageant les jeunes auteurs de la région.

En parallèle au défilé, une exposition d'artisanat a permis au public de découvrir les bijoux, les costumes traditionnels et les produits issus du tissage réalisés par les artisans locaux. Cette

mise en valeur du savoir-faire artisanal a contribué à enrichir l'expérience culturelle de l'événement.

La manifestation du souk de la fête de l'automne a réuni des producteurs et des opérateurs venant de plusieurs wilayas proches de Batna. Outre les spectacles et les activités traditionnelles, l'événement comprend également des conférences, des séances de vente-dédicace d'ouvrages, des excursions vers les sites touristiques de la région et des soirées artistiques. L'objectif de cet événement est de dynamiser le tourisme local tout en célébrant les richesses culturelles et artisanales de T'kout et de ses alentours.

EN DÉCROCHANT UN CERTIFICAT DE LA JICA

La chercheuse algérienne Amina Chahtou s'illustre au Japon

Dans l'univers de l'énergie solaire, l'Algérie est en train de faire parler d'elle grâce au Dr. Amina Chahtou. Cette chercheuse dévouée a récemment été distinguée par l'agence japonaise JICA, où elle s'est perfectionnée dans les réseaux d'énergie photovoltaïque. À travers ses publications sur LinkedIn, le Dr. Chahtou a partagé des mots empreints d'une profonde émotion et d'une légitime fierté : « Mon périple japonais touche à sa

fin. Recevoir cette prestigieuse reconnaissance de la part de la JICA pour mes avancées dans le domaine de l'énergie photovoltaïque remplit mon cœur de joie, ravivant le souvenir de l'obtention de mon doctorat au Japon.

En tant qu'Algérienne, la gratitude incommensurable que je ressens se mêle à une ambition ardente de rapporter ces connaissances précieuses en Algérie, ainsi qu'au sein du CDER. »

Elle a ensuite souligné l'intensité de sa passion : « Fixez vos regards sur vos objectifs, cultivez vos passions et croyez inébranlablement en vos rêves.

En tant que femme algérienne, avoir eu l'opportunité de contribuer à la formation de la JICA, de visiter l'Ecotown dédiée au recyclage des panneaux photovoltaïques ainsi que de découvrir les vastes projets solaires du sud du Japon, demeurent des moments marquants dans ma vie. » Le Dr.

Chahtou incarne ainsi le dynamisme et la détermination, illuminant la voie pour les générations actuelles et futures dans la quête d'une énergie plus propre et plus durable.

Sa passion contagieuse et son engagement témoignent d'une brillante collaboration internationale et d'un engagement envers un avenir énergétique radieux, à la fois pour l'Algérie et pour le monde.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

GESTION DES DÉCHETS

Mieux collecter, mieux valoriser

La protection de l'environnement et de la santé des citoyens est devenue une préoccupation collective et la question des déchets, dans leur acception la plus large, et la nécessité de leur valorisation mobilisent les efforts des pouvoirs publics dans notre pays. Sans omettre de dire que chaque individu est concerné tant sur le plan professionnel que familial.

Par Samir Chalabi

L'espace environnemental est devenu une vraie nécessité en Algérie, au point où les pouvoirs publics ont engagé une réflexion qui a abouti à un véritable tournant quant à la manière de procéder à la collecte des déchets.

Selon les services du registre de commerce il a été recensé, dans un dernier bilan, plus de 700 opérateurs économiques activant dans le domaine de la gestion et de la valorisation des déchets.

Selon la même source, il y aurait un total de 714 opérateurs économiques actifs dans la gestion et la valorisation des déchets. Parmi eux, 550 sont des personnes physiques et 164 sont des personnes morales.

de ce fait, il a été procédé à la codification de 16 nouvelles activités commerciales relatives à la production, aux services et à l'exportation et à la suppression de 25 activités commerciales et leur remplacement par de nouveaux codes.

Aussi, il a été annoncé, l'extension prochaine de la gestion des déchets aux commerçants ambulants dans le but d'attirer un maximum d'opérateurs économiques et de réduire le nombre de commerçants actifs sur le marché parallèle.

De son côté, le directeur du registre du commerce au niveau du CNRC, a expliqué que désormais, un seul code d'activité permet aux opérateurs d'exercer l'activité d'exportation sans avoir à obtenir un nouveau registre.

«Les producteurs générant des déchets ou ceux d'emballage peuvent désormais faire de l'exportation sans avoir un nouveau registre dédié à l'export. Cette simplification a été réalisée pour répondre aux besoins du marché national et international», a-t-il souligné. Les spécialistes estiment que l'Algérie, s'est engagée dans la promotion de l'économie circulaire et la réglementation de la collecte des déchets pour contribuer efficacement à leur récupération et leur valorisation.

En ce sens, en tant que consommateur, gestionnaires, citoyens ou contribuables, chacun peut et doit être un élément actif dans un processus, à la fois riche d'opportunités et d'amélioration du cadre de vie. De surcroît et plus fondamentalement, comment concilier gestion rationnelle et économie circulaire ?

A ce titre, le directeur général de l'Agence nationale des déchets a estimé dans une conférence, autour de ces diverses thématiques, qu'il faut commencer, d'abord, par définir sommairement, la notion de déchets, un résidu généré par une activité humaine. Ces déchets sont identifiés par leurs sources, qualités, par la responsa-



bilité de celui qui les produit. La gestion des déchets suppose, non seulement, leur élimination mais aussi l'existence de différents maillons, allant de la pré-collecte, en passant par le ramassage, le transport, le tri, la valorisation par le recyclage... La non maîtrise de ce secteur aura des incidences très graves sur l'environnement, produira un impact non moins nocif sur la santé de nos compatriotes.

Le but recherché, c'est de riposter efficacement en transformant dans la mesure du possible, les déchets, en une activité marchande, aux retombées positives sur l'économie nationale, dira Aoumane.

Un intéressant gisement d'emplois

La gestion des déchets est une grande créatrice d'opportunités d'investissements, de postes de travail. C'est un territoire extrêmement attractif. 3.600 opérateurs privés sont sollicités sur des territoires communaux à l'effet d'assurer le ramassage des déchets et assimilés. Pour l'exercice 2022, il y a eu pas moins de 12, 6 millions de tonnes de déchets. La valeur marchande des déchets est de l'ordre de 150 milliards de DA par an (exercice 2021, et plus de 200 milliards de DA en 2022). Il existe des activités indirectes qui influent sur notre économie, comme par exemple, les prestations de service, la production de bacs à ordures, de camions, installations de traitement etc. Le potentiel est réel et le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables s'est fixé des objectifs, tenant, notamment, à intégrer le secteur privé, à recycler les déchets ménagers dans une proportion de 30% à l'horizon 2035. Il va falloir axer les efforts sur la main-d'œuvre, la fourniture des équipements, dans les infrastructures. L'essentiel, au delà des investissements, est de planifier et de définir ses be-

soins, de mettre à la disposition de tous les acteurs les informations fiables, de donner les bons chiffres, de communiquer les bons indicateurs pour attirer les investisseurs et tous ceux qui veulent entrer de plain-pied dans ce créneau.

Citant les limites du recyclage, qui n'est qu'un aspect parmi tant d'autres, celui-ci a mis l'accent sur la notion de mines urbaines. (Masses de déchets dont on peut extraire, par des procédés physiques et chimiques, des matières premières qu'ils contiennent.

L'université, un partenaire prometteur

Initié par le ministère chargé de l'environnement et mis en œuvre par l'AND, un projet de tri sélectif des déchets est lancé dans trois wilayas, consistant à introduire progressivement la collecte des déchets ménagers à travers des opérations de tri dans quelques quartiers par wilaya. Le but est d'inciter les collectivités, les citoyens à adopter une démarche intégrée dans le cadre de la gestion des déchets sur leurs territoires. Il s'agit, également, d'inculquer à la population, la bonne manière de mieux jeter leurs ordures, ainsi qu'à l'importance d'un réflexe utile quant à accroître l'effectivité du taux de récupération des déchets susceptibles d'être valorisés. Cette opération est appelée à être poursuivie et élargie en fonction des moyens. L'Agence accorde une grande importance à la collaboration avec les universités, qui, ces derniers temps, travaillent beaucoup dans ce domaine et proposent des solutions innovantes.

En définitive, la gestion des déchets est une affaire qui doit être partagée par tout le monde. Il n'y a pas de solutions clé en main, ni fiables à 100 %. Toute la démarche est de se rapprocher de la meilleure façon de travailler.

GRAND PRIX DE L'INNOVATION ÉTUDIANT HOLCIM ALGÉRIE

Cérémonie de récompense des lauréats de la 1^{ère} édition

Holcim Algérie, en partenariat avec l'École Nationale Polytechnique « ENP », a organisé une cérémonie de remise des prix aux lauréats de la première édition du Grand Prix de l'Innovation Étudiant.

Ce concours, spécialement conçu pour les étudiants et lancé en septembre 2022, avait pour objectif de les encourager à proposer des solutions concrètes visant à réduire l'empreinte carbone de l'industrie cimentière, notamment par l'utilisation de nouveaux matériaux plus écologiques. Après le succès rencontré par les quatre premières éditions du Grand Prix d'Architecture Étudiant [2016 – 2019], Holcim Algérie revient avec un nouveau format de concours qui s'inscrit parfaitement dans la stratégie du Groupe visant à promouvoir des modes constructifs moins carbonés, plus responsables et pérennes, préservant ainsi nos ressources naturelles.

Le concours #GP-IE, a réuni les cinq écoles d'ingénieurs des wilayas d'Alger, Blida ainsi que l'Université de Aïn Témouchent. Cette initiative avait pour objectif d'encourager l'innovation et l'esprit d'entrepreneuriat au sein du milieu étudiant, en renforçant les capacités des étudiants à présenter de nouvelles idées et méthodes en lien avec les enjeux environnementaux actuels, et à les défendre en quelques minutes en termes de faisabilité technique, économique et juridique. Des projets de très grande qualité ont été en compétition, et les trois gagnants de l'édition 2023 sont :

1er Prix, SEGHAHR Yousra, étudiante en 4^{ème} Département génie minier, de l'École Nationale Polytechnique, pour son projet « Comment réduire et remplacer les ressources naturelles dans la production du ciment ? »

2ème Prix, Said GUERAZEM, étudiant en 2ème année automatique, de l'École Nationale Polytechnique, pour son projet « ECO CEM »

ACHAT DES FOURNITURES SCOLAIRES

La DASS de Mila débloque 5 millions de dinars

La Direction de l'Activité Sociale et de la Solidarité (DASS) de la wilaya de Mila a débloqué, pour cette rentrée scolaire, 5 millions de dinars. Cet important budget a pour objectif, selon les responsables de cette direction, l'acquisition de fournitures scolaires au profit des élèves issus de familles nécessiteuses.

Par ailleurs, des associations caritatives déploient des efforts auprès de la population afin que chaque élève ne manque pas de fournitures scolaires, à la reprise des classes, quelle que soit la condition sociale de sa famille.

SANTÉ

Projet de jumelage entre l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda et son homologue turc à Istanbul

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu le chargé d'Affaires à l'ambassade de la République de Turquie en Algérie, Umit Alpaslan Kiliç, pour examiner la teneur du mémorandum d'entente portant sur le jumelage entre l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda et son homologue turc à Istanbul, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Cette rencontre, qui s'est déroulée jeudi en présence de cadres centraux, intervient "en application des orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'inauguration de cet hôpital, en vue de la réalisation de projets de jumelage avec des hôpitaux de renommée mondiale, notamment avec la Turquie, qui jouit d'une grande expérience en matière de brûlologie", a précisé la même source.

Ce jumelage "se concrétisera les prochaines semaines après la signature du mémorandum d'entente proposé par les autorités compétentes en Turquie, et ce, avant la fin de septembre prochain", selon le ministre, qui a indiqué que ce mémorandum prévoyait "l'échange d'expériences et de connaissances et le transfert de technologies avec la programmation de visites mutuelles en faveur des médecins des deux pays", outre "la tenue de rencontres de concertation technique, de rencontres scientifiques et de sessions pratiques en matière de brûlologie".

EXPORTATIONS À COURT TERME DU GNL

L'Algérie maintient sa position dominante à l'échelle continentale

Dans un rapport intitulé « The State of African Energy Q2 2023 Outlook » qu'elle vient de publier, la Chambre africaine de l'énergie affirme que la production de gaz naturel en Afrique devrait augmenter de 65% d'ici 2035 pour atteindre 41,6 milliards de pieds cubes par jour (Mpc/j).



Dans l'immédiat, le document souligne que la production de gaz naturel en Afrique devrait enregistrer cette année une croissance de 1% par rapport aux niveaux de 2022 pour s'établir 25,5 milliards Mpc/j. Il est également précisé que l'Algérie ainsi que deux autres pays, l'Égypte et le Nigeria, assureront la majorité de la production gazière continentale. En chiffres, le rapport précise que les volumes de l'Algérie passeront de 10 Mpc/j en 2023 à 11 Mpc/j en 2027. La production de l'Égypte devrait rester stable à 6,25 Mpc/d'ici 2027, alors que celle du Nigeria devrait enregistrer une légère fluctuation entre 4,5 et 5,5 Mpc/j. Sur ce sujet, Sonatrach avait annoncé que l'Algérie prévoit de mettre sur le marché pas moins de 100 milliards de

mètres cubes de gaz naturel par an au cours des cinq années à venir. La compagnie nationale «continuera à assurer à ses partenaires un approvisionnement sûr, fiable, stable et durable en gaz naturel, tant que la demande de gaz est assurée sur les moyen et long termes», avait indiqué M. Hakkar. D'autre part, le document souligne que les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) du continent sont estimées à environ 49 millions de tonnes par an (Mtpa) en 2023. Ces exportations devraient atteindre les 48 millions Mtpa en 2026. A court terme, les flux de GNL en provenance de l'Afrique proviendront principalement de l'Algérie et du Nigeria. Les deux pays représenteront près de 65 % des exportations du continent. Par ailleurs, le rapport indique que l'Algé-

rie, le Nigeria, la Libye, l'Angola et l'Égypte, devraient représenter ensemble plus de 80 % de la production d'hydrocarbures liquides (pétrole brut et condensats) du continent durant l'année en cours. La production africaine d'hydrocarbures liquides devrait se situer à une moyenne de 6,66 millions de barils par jour (bpj) en 2023. Une performance supérieure à celle enregistrée en 2022. Sur le plan de l'investissement, le rapport révèle que les besoins dans l'amont gazier et pétrolier (l'exploration et la production) en Afrique sont estimés à 457 milliards de dollars d'ici 2030. Au chapitre des énergies renouvelables, la Chambre africaine de l'énergie note que la capacité totale installée en Afrique devrait passer de 18,5 gigawatts (GW) en 2023 à 33 GW en 2025 avant d'atteindre 260 GW en 2035, grâce notamment de la hausse des investissements dans l'éolien et l'hydrogène vert.

EN 24 HEURES

Onze morts sur les routes

Un communiqué de la Direction de la Protection Civile a indiqué, ce dimanche, que onze personnes sont mortes dans des accidents de la route au cours des dernières 24 heures. En une journée, les services de la protection civile ont enregistré 217 accidents de la route, selon le même communiqué. Ces accidents ont fait 11 morts et 310 blessés, ajoute la même source. Pour rappel, le plus lourd bilan a été enregistré dans deux accidents de la route distincts dans la wilaya de Djelfa, hier samedi, dans les communes d'Ain Oussara et Tadmit, faisant 8 morts.

EL-TARF

Saisie d'un quintal de viande avariée

Presque un quintal de viande impropre à la consommation a été saisi par les éléments de la brigade judiciaire de la daïra de Drean, à l'ouest du chef-lieu de la wilaya d'El

Tarf. Les policiers ont agi à la base d'informations sur la vente dans une boucherie, de viande avariée. Immédiatement, ils ont effectué un contrôle en compagnie des éléments de la

DCP et d'un vétérinaire. ce qui a permis d'épingler le boucher indélicat. Conduit au commissariat de police, ce dernier a été auditionné et un dossier judiciaire a été constitué contre lui.

ENERGIE

Le pétrole termine en hausse

Les marchés du pétrole ont connu une augmentation des cours vendredi, les préoccupations concernant l'offre l'emportant sur les inquiétudes relatives à la demande, alors que les investisseurs ont également réagi aux déclarations du président de la Fed, Jerome Powell. Le baril de Brent de la mer du Nord, qui sera livré en octobre, a enregistré une hausse de 1,34% pour atteindre 84,48 dollars. De son côté, le baril

équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison au même mois, a augmenté de 0,98% pour atteindre 79,83 dollars. Le président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell, a partagé ses perspectives lors du symposium des banquiers centraux à Jackson Hole, dans le Wyoming. Il a souligné que l'inflation reste « trop élevée » et a exprimé sa volonté de maintenir plusieurs options sur la table

pour maîtriser cette hausse des prix. Cependant, il a également adopté une approche prudente en ce qui concerne les impacts potentiels des politiques monétaires plus restrictives sur l'économie. Du côté du gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, a été conclu à 35 euros par mégawatt-heure (MWh). ar ailleurs, une bonne nouvelle est

venue du secteur du gaz naturel liquéfié (GNL) en Australie, alors que les travailleurs de l'installation gazière de North West Shelf ont conclu un accord avec la direction de Woodside. Cette entente a momentanément écarté la menace d'une grève imminente dans le secteur du GNL australien. Les installations gazières concernées en Australie représentent plus de 10% de l'approvisionnement mondial en GNL chaque mois.

INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

Moteur de création d'emplois

L'économiste Abdelkader Mechdal estime que l'investissement public et privé dans le secteur de la Santé contribuera à réduire la sortie des devises et des fonds du trésor public, à améliorer les conditions de travail des médecins et cadres algériens, et à les motiver à rester et à servir le pays.

Synthèse rédaction

L'investissement public et privé doit être davantage encouragé afin de réduire le recours de la plupart des Algériens aux soins à l'étranger. De nombreux patients algériens se rendent dans des pays étrangers, comme la Tunisie, la Turquie et certains pays européens, entraînant une hémorragie des réserves du pays en devises», affirme l'expert. Et d'ajouter : «le secteur privé en Algérie a montré que de nombreux Algériens peuvent se permettre des soins dans des cliniques privées», soulignant que la gratuité des soins pour ceux qui ont de l'argent est «économiquement inefficace». «Le secteur public est victime du manque de rendement des services prodigués dans les hôpitaux, ce qui, selon l'orateur, coûte au trésor public des sommes énormes. Il a, de ce fait, souligné la nécessité d'activer le rendement des hôpitaux publics, pour donner une flexibilité aux responsables en matière de couverture des coûts d'entretien des équipements médicaux, qui coûte au trésor public d'énormes sommes d'argent. L'économiste a attribué les raisons de la dégradation des services dans les hôpitaux publics à la bureaucratie, qu'il qualifie d'«épidémie qui ronge les hôpitaux publics», ce qui a conduit, selon lui, à la détérioration du service public. «Ceci en sus du budget limité octroyé aux hôpitaux, qui se répercute sur la qualité des services fournis aux citoyens». Il estime que l'investissement dans le secteur de la santé contribuera principalement à la création de nombreux emplois, d'autant plus que les hôpitaux souffrent toujours d'un manque de personnel paramédical. Tout en saluant la décision du président de la République d'encourager l'investissement privé dans le domaine de la santé, Mechdal considère qu'il s'agit d'un pas important pour le développement de ce secteur en Algérie. L'entrée de l'investissement privé dans le domaine hospitalier donnera un saut qualitatif à ce secteur, et



ainsi fournira au trésor public des revenus financiers dont bénéficiaient auparavant des pays voisins, arabes et étrangers. «Cette mesure, si elle est appliquée sur le terrain, ouvrira la porte à la construction d'hôpitaux privés spécialisés dans toutes les branches médicales et ouvrira également la voie pour la construction d'usines de production de médicaments que l'Algérie avait l'habitude d'acheter en devises, et réduira ainsi la facture d'importation des médicaments», explique-t-il. D'autre part, l'économiste a affirmé que la crise du Coronavirus a prouvé que la sécurité sanitaire en Algérie est étroitement liée à la sécurité nationale, ce que

traduit d'ailleurs la décision du président de la République de créer l'Agence nationale de sécurité sanitaire, appelant à revoir tous les déséquilibres du secteur de la santé en procédant à une profonde restructuration et au renouvellement des équipements médicaux ainsi qu'à l'amélioration du niveau de formation des médecins algériens. «C'est un projet intégré qu'il faut mettre en œuvre. Bien qu'il s'agisse d'un projet de longue haleine, ses résultats rejailliront positivement sur la société et même sur l'économie algérienne, avec ce qu'on appelle le tourisme médical, qui a fourni, par exemple, environ 30 milliards de dollars pour l'économie turque en 2018».

JEUNESSE

Des camps d'été pour jeunes du 29 août jusqu'à la mi-septembre

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) organise, du 29 août jusqu'à la mi-septembre, la 1er édition des "camps d'été pour jeunes", placée sous le slogan "Ensemble vers la conjugaison des efforts pour une citoyenneté active", a indiqué, jeudi, le CSJ dans un communiqué. L'organisation de ces camps d'été vise à "renforcer la culture du dialogue et de l'initiative chez les jeunes, et à ancrer les valeurs de la citoyenneté au sein de cette importante frange de la société", a ajouté le communiqué. Il s'agit également de "mettre en évidence les meilleures expériences sur la scène nationale, et de permettre à la jeunesse de jouer son véritable rôle dans le développement durable du pays", selon la même source. Le CSJ a expliqué que la préparation de ces camps d'été est confiée à des jeunes, relevant que le programme qui cible la tranche d'âge 18-40 ans, prévoit "un programme diversifié qui comprend des groupes de réflexion, des espaces de débat et de dialogue, et des formations encadrées par des compétences algériennes de l'intérieur comme de l'extérieur du pays". Les activités de ces camps d'été cerneront, entre autres, les stagiaires et les diplômés des centres et des instituts de la Formation et de l'Enseignement professionnels et les universitaires.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

La filiale commerciale du CDER finaliste à la compétition britannique The Energy Awards 2023

La filiale commerciale du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a été retenue pour la finale de la compétition britannique The Energy Awards 2023, a indiqué le centre dans un communiqué. La filiale Etudes et réalisations en énergies renouvelables "ER2", participe à cette prestigieuse compétition dans la catégorie "Projet énergétique de l'année", avec le projet d'installation photovoltaïque sur toit au niveau de l'aéroport international "Ahmed Ben Bella" (Oran), selon la même source. Il s'agit de "la plus grande installation

de ce type en Afrique et l'un des rares exemples mondiaux où l'énergie solaire a été utilisée comme principale source d'énergie pour un aéroport", souligne le CDER. Permettant à l'aéroport international "Ahmed Ben Bella" de réduire les émissions de carbone et de devenir plus autonome, ce projet soutiendra l'ambition de l'Algérie de réaliser 15.000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2030, précise-t-on. L'installation comprend 5.362 panneaux solaires, 12 km de câbles solaires, 46 onduleurs, afin de produire 2,2 GWh

d'énergie propre et renouvelable chaque année, une production équivalant à alimenter plus de 500 maisons en énergie propre. Cette centrale devrait économiser 1.400 tonnes de CO2 chaque année, soit l'équivalent de la pollution émise par 600 véhicules, et couvrira en moyenne plus de 40% de la consommation de l'aérogare, explique le communiqué ajoutant que le projet peut même atteindre 100% au moment des pics de production. A noter que cette centrale a été construite en seulement cinq mois pour

satisfaire les besoins en énergie de l'aérogare. La 14e édition annuelle d'Energy Awards célèbre les innovations et les réalisations du secteur de l'énergie en matière de meilleures pratiques, d'excellence commerciale, de service client et de collaboration industrielle et rassemble plus de 600 décideurs clés de l'ensemble du secteur. Les lauréats du prix Energy Awards 2023 seront annoncés le 4 octobre 2023 au Grosvenor de Londres, Royaume-Uni.

EXTRANET

Une nouvelle technique de collecte des déchets

L'Établissement de nettoyage, de collecte et de transport des déchets ménagers de la wilaya d'Alger (Extranet) a mis en place une nouvelle technique de collecte visant à réduire le jet des ordures dans les rues et sur les trottoirs, a indiqué samedi un communiqué des services de la wilaya d'Alger. Il s'agit, explique la même source, de l'installation de poubelles enterrées, un dispositif consistant à placer des conteneurs souterrains amovibles, relevant que l'objectif est d'"éliminer les points noirs et la prolifération d'animaux errants, d'insectes et des rats, en plus des mauvaises odeurs que dégagent les poubelles ouvertes, en vue de préserver la propreté et la beauté de l'environnement". Pour un environnement sain, Extranet appelle les citoyens à "faire preuve de civisme, aider un maximum les agents d'entretien à travers le bon usage des poubelles enterrées, éviter les décharges sauvages, trier les déchets et respecter les heures de sortie des déchets à savoir de 19h00 à 22h00", conclut le communiqué.

CULTURE DU TOURNESOL À ILLIZI

Des résultats « prometteurs »

L'expérience de la culture du tournesol a donné des résultats « encourageants » dans la wilaya d'Illizi augurant d'un avenir prometteur pour cette culture stratégique, ont estimé les responsables de la chambre locale d'agriculture.

Première du genre menée dans la région, cette expérience, retenue au titre de la stratégie de l'Etat visant le développement des matières premières pour la production de l'huile alimentaire, a obtenu une première récolte « acceptable » ouvrant de larges perspectives à cette culture stratégique dans la wilaya d'Illizi, a déclaré à l'APS le secrétaire général de la chambre d'agriculture. Tahar Sahnoun a fait part de l'établissement par la Direction des services agricoles (DSA) d'un programme d'accompagnement et d'appui aux agriculteurs concernés par la culture du tournesol, expliquant que cette première expérience est menée sur une surface de 2.500 m² au niveau de l'exploitation de l'agriculteur Miloudi Mohamed, localisée au niveau du périmètre « El-Halloufa » (70 km nord d'Illizi).



M. Sahnoun a jugé « satisfaisante » la première récolte de deux quintaux semée le mois d'avril dernier, signalant qu'une production de quatre (4) Qx est attendue au terme de cette campagne. Par souci de développer cette culture stratégique à grande échelle, une campagne de sensibilisa-

tion et de vulgarisation a été lancée en direction des agriculteurs les encourageant à s'impliquer dans la culture du tournesol et d'étendre sa surface comme stipulé dans la carte de production de la wilaya. L'agriculteur Miloudi Mohamed, pionnier dans la se-

mence du tournesol à Illizi, entend se lancer dans une nouvelle expérience de culture de la canne à sucre. Il a appelé ses pairs de la région à adhérer aux expériences des cultures stratégiques pour s'aligner aux efforts de l'Etat portant réduction de la facture d'importation.

BATNA

Une production de plus de 1,3 million de quintaux de pommes attendue

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Batna table sur une production de pommes de plus de 1,364 million de quintaux au titre de la saison agricole en cours, a déclaré, le directeur de cette structure, Mohamed-Ali Mouadaâ. Le même responsable, affirmant que la production de cette année pourrait dépasser les prévisions initiales, a souligné que le rendement moyen est estimé à 300 quintaux par hectare. S'agissant des superficies productives, elles sont, cette saison, de l'ordre de 4.535 hectares pour une sur-

face globale de 5.515 hectares voués à la pomiculture, a également assuré M. Mouadaâ, précisant que 188 hectares ont été nouvellement plantés. La campagne de récolte de pommes se déroule actuellement « dans de bonnes conditions », dans les différentes régions de la wilaya, y compris dans les zones de montagne, après avoir été lancée il y a quelques semaines dans la région sud, notamment dans les dairas de Barika et de Seggana, selon le DSA. M. Mouadaâ a ajouté que la culture de la pomme a connu, dans la wilaya de

Batna, un développement remarquable ces dernières années, la pomiculture ne se limitant plus aux zones montagneuses, mais s'est étendue à différentes régions, en particulier dans le sud, à Barika, où la variété « Hana » est cultivée. Selon le responsable des services agricoles, les principaux pôles de la culture de pommes sont situés à Ichemoul, avec 1.007 hectares, Timgad (445 hectares), Tazoult (408 hectares), Arris (379 hectares) et Theniet El Abed (374 hectares). Le DSA a également ajouté que la pomme « Golden Delicious » représente

la variété la plus répandue dans la wilaya de Batna (environ 65 % de la production), suivie de la variété « Starkrimson » (16 %), de la « Royal Gala » (14 %) et de la variété « Hana », introduite depuis peu (5 %). En ce qui concerne le stockage du fruit, la wilaya de Batna dispose de 319 chambres froides d'une capacité d'emménagement de plus de 74.000 mètres cubes, a conclu le directeur des services agricoles après avoir rappelé que la wilaya de Batna avait produit, la saison écoulée, un peu moins de 1,373 million de quintaux.

JIJEL

Grande affluence au parc animalier de Bordj Blida (El Aouana)

Le parc animalier de Bordj Blida, El-Aouana (Jijel) a enregistré, durant le mois d'août, une affluence de visiteurs « très importante, au-delà des attentes », a indiqué, la responsable du parc, Naïma Bouhalissa. La même source a expliqué que le parc animalier de Bordj Blida a connu, du 1er au 24 août, une affluence qui a « dépassé les attentes » puisque pas moins de 24.000 visiteurs par jour, en moyenne, s'y sont rendus. Mme Bouhalissa a précisé, à ce propos, que le nombre de visiteurs du parc a augmenté, par rapport à la même période de l'année dernière, de



plus de 30%, avec 22 000 à 26 000 visiteurs par jour, contre 15 000 à 20 000 au cours du mois d'août 2022. Elle a attribué cette augmentation aux améliorations apportées au parc, aussi bien en termes de services fournis que de qualité de l'accueil, sachant que de nouvelles espèces animales rares ont été introduites dans ce parc où des aires de repos pour les familles ont été récemment aménagées. La même responsable a ajouté que la réhabilitation du lac situé au milieu du parc, ainsi que l'équipement et l'exploitation de la cascade « attirent un public de plus en nombreux, visible-

ment séduit par les aménagements effectués ». Pour maintenir la propreté de cet espace familial, un personnel saisonnier chargé de l'entretien, du nettoyage et de l'enlèvement immédiat des déchets a été recruté pour intervenir dans tous les recoins du parc, a également ajouté Mme Bouhalissa. Le parc animalier de Bordj Blida abrite 52 espèces animales dont un loup, une panthère noire, un éléphant et un le lion auxquels sont venus s'ajouter, en décembre dernier, dans le cadre des échanges avec le zoo « Arche de Noé » d'Oran, un tigre du Bengale et une chèvre de Damas.

Comment l'IA révolutionne l'immobilier

Faites la connaissance de votre nouvel agent immobilier : c'est un robot. Les algorithmes d'intelligence artificielle peuvent désormais jeter un coup d'oeil à une maison – en utilisant par exemple Google Street View – et rédiger son prix avec une précision frappante. Pourtant, ce que la technologie va percevoir et ce qu'elle va manquer pourraient biaiser le marché immobilier.

Par Carlo Ratti *

Les inspections visuelles sont un facteur clé dans l'immobilier. Les agents utilisent des données pour évaluer une maison – l'agencement de l'immeuble, les prix des biens comparables et les équipements du quartier, mais ils doivent également se rendre sur place.

Agent robot

Les professionnels compétents voient des indices partout : nids-de-poule dans les rues et devantures de magasins, modèles de voitures et types de foules dans le quartier, ce qui donne des indications essentielles sur la façon d'évaluer les logements. Cette évaluation au niveau de la rue est particulièrement importante pour repérer les quartiers en plein essor : les cafés et les « hipsters » coiffés d'un bonnet peuvent indiquer une destination populaire bien avant que les prix ne montent. De plus en plus, la reconnaissance visuelle de l'IA peut suivre les mêmes signes à une échelle beaucoup plus grande. Pour former un « agent immobilier robot », le laboratoire au MIT a utilisé des photos de 20.000 maisons autour de Boston, ainsi que des données mesurant l'évolution

de leur prix dans le temps. Ce modèle d'apprentissage profond a utilisé ces informations pour identifier les corrélations entre les caractéristiques visuelles des maisons et les évolutions de leur valeur. Lorsque d'autres variables ont été ajoutées, telles que les informations structurelles et les équipements du quartier, l'algorithme a été en mesure de faire des prévisions très précises sur l'évolution des prix dans le temps. Et ce n'est qu'un début. Dans un article récent, le champ d'application a été élargi en utilisant 27 millions d'images de « street view » à travers les États-Unis. Nous avons découvert que l'IA visuelle est également remarquablement efficace pour prédire de nombreux aspects du profil d'un quartier, notamment la pauvreté, la criminalité et la santé publique. La prochaine étape consisterait à utiliser des images accessibles au public provenant de sites Web immobiliers et de réseaux sociaux pour appliquer la même analyse à l'intérieur en détectant une cuisine luxueuse ou une salle de bains rénovée.

Un atout puissant pour le secteur

Ces technologies, associées à des indicateurs plus généraux, tels que les taux hypothécaires, pourraient bientôt de-

venir un atout puissant pour le secteur. Depuis que le site d'immobilier américain Zillow a lancé son Zestimate en 2006, les entreprises rivalisent pour utiliser des données telles que la superficie, l'emplacement et les transactions à proximité afin de prédire le prix des maisons. Les algorithmes sont précis, souvent à quelques points de pourcentage près, et ont démocratisé l'accès aux évaluations et réduit l'incertitude des prix. Mais l'essor de l'immobilier algorithmique n'est pas sans risques. Les maisons sont souvent surévaluées et sous-évaluées de manière inattendue, et l'IA pourrait confirmer ces préjugés – à l'encontre des propriétés appartenant à des minorités raciales, par exemple. En 2018, Zillow a lancé Offers, un service qui permettait aux utilisateurs de vendre leur maison en appuyant sur un bouton pour un prix fixé par un algorithme. Les critiques ont accusé Offers de spéculer et d'affecter les marchés. Mais la technologie était plus inépte qu'insidieuse : le programme s'est avéré avoir acheté à prix élevé et vendu à bas prix, et a subi un effondrement coûteux. Une autre préoccupation est que les prédictions pourraient se transformer en prophéties. Souvenez-vous de

la loi de Goodhart : lorsqu'une mesure devient une cible, elle cesse d'être une bonne mesure. En d'autres termes, si vous pensiez que vos voisins portaient un jugement sur l'état de votre pelouse, préparez-vous aux robots. Imaginez un avenir dystopique où tout le monde repeint sa maison d'une couleur spécifique pour déjouer le système et impressionner la voiture de Google Street View. Il n'est plus temps de décider d'utiliser ou non ces technologies. Au lieu de cela, pour utiliser au mieux l'IA visuelle qui arrive dans nos rues, nous aurons besoin à la fois de réglementation et d'expérimentation. L'un des espoirs réside dans la multiplication du nombre de robots, qui devrait empêcher un seul algorithme imparfait d'avoir trop d'influence. Mais c'est à nous qu'il reviendra en définitive d'évaluer ce que les nouveaux yeux de silicium nous montreront. Après tout, l'IA visuelle peut prédire beaucoup de choses sur le monde, mais seuls les humains peuvent en imaginer un autre, meilleur.

(*) Professeur au MIT, Une version précédente de cet article est parue dans le « Financial Times ». Source : Les Echos

La pénurie d'hélium alerte particulièrement les scientifiques en Suisse

Par Ismérie Vergne

Gaz familier des plongeurs et des enfants grâce aux bouteilles et aux ballons, la pénurie d'hélium met sous tension le monde scientifique, raconte le quotidien suisse « Le Temps ». Car l'approvisionnement de ce gaz plus léger que l'air, abondant dans l'espace, mais rare sur Terre, est de plus en plus laborieux. Si les usages médicaux et industriels de l'hélium sont méconnus, « ses propriétés le rendent pourtant souvent irremplaçable ». Car il s'agit du seul élément capable de refroidir sous sa forme liquide, s'évaporant à - 269 °C. Il contribue ainsi à réfrigérer les IRM et les appareils dotés d'aimants supraconducteurs ainsi qu'à fabriquer les puces électroniques et les semi-conducteurs, rappelle le quotidien. Mais les principaux exportateurs, États-Unis, Qatar et Algérie en tête, peinent à

répondre à la demande en hausse. Fin 2021, le groupe russe Gazprom a reporté sine die son projet d'extraction en Sibérie après un incendie et une explosion. Et aux États-Unis, le groupe ExxonMobil a fermé pour rénovation une usine dans le Wyoming « qui fournirait un cinquième de l'hélium disponible sur le marché ». De quoi aggraver la pénurie d'une ressource déjà complexe à approvisionner.

Flux tendu

Principaux freins : son extraction, son acheminement et son stockage, laborieux. L'hélium est « un produit dérivé dépendant de l'extraction d'une autre ressource, le gaz naturel », il nécessite un transport cryogénique et représente un stockage volumineux. D'où son approvisionnement effectué essentiellement en flux tendu. Mais ces difficultés ne sont pas inédites. Même s'il s'agit,

selon le quotidien helvète, de « la pire pénurie », cela fait plus de vingt ans qu'elles s'enchaînent. Et cette quatrième vague alerte tout particulièrement la Suisse car le CERN, l'organisation européenne pour la recherche nucléaire qui accueille en Suisse des scientifiques du monde entier, est l'un des plus gros consommateurs d'hélium. Le LHC, son accélérateur de particules long de 27 km, nécessite en permanence un stock minimum d'hélium de 140 tonnes.

Sécuriser l'approvisionnement

Pour sécuriser ses stocks, le CERN anticipe. Car en plus du cours de l'hélium qui a flambé, les délais de livraison se sont allongés. « Avant la crise, il fallait compter quelques semaines pour se faire livrer de l'hélium, désormais nous communiquons nos besoins d'approvisionnement jusqu'à un an à l'avance », rapporte au quotidien Frédéric Fer-

rand, responsable de l'approvisionnement au CERN. Egalement touchés, les laboratoires suisses et français en viennent même à demander au CERN de leur vendre de l'hélium. Ce qu'il refuse car ses stocks restent, malgré les provisions, limités. Du côté des hôpitaux, la législation les protège. Les fournisseurs étant tenus de les approvisionner en priorité. La solution pour réduire la consommation d'hélium ? Le recycler. Si les hôpitaux et les instituts de recherche ne peuvent s'en passer complètement, ils peuvent réduire leur dépendance. Ils ont ainsi mis en place un refroidissement en circuit fermé pour leurs appareils d'IRM. Néanmoins, cette solution, rendue possible car l'hélium ne se consomme pas, ne permet pas d'être totalement autonome car les fuites et donc le réassort sont inévitables.

Source : Le Temps

LIBYE

La NOC boucle un programme permettant de renforcer l'approvisionnement local en gaz

A lors qu'elle œuvre depuis quelques mois à renforcer l'attractivité de son secteur pétrolier, la Libye mise aussi sur l'optimisation de sa production gazière, également stratégique pour soutenir la monétisation de ses ressources énergétiques.

En Libye, la société publique du pétrole NOC a annoncé, samedi 27 mai, qu'elle a initié un projet qui devrait améliorer les capacités de transport du gaz naturel vers les consommateurs du marché intérieur.

L'initiative a ciblé la station de compression de gaz de la Green Stream Company. L'infrastructure a bénéficié d'un nouveau système permettant de diminuer la pression à laquelle le gaz est comprimé. Ceci avec pour objectif d'augmenter les capacités de traitement de l'installation.

L'ambition de la société d'État, c'est de porter les capacités opérationnelles de la station à environ 700 millions de pieds cubes de gaz par jour, contre environ 530 millions de pieds cubes de gaz par jour actuellement. Des essais techniques sont déjà en cours pour déterminer la faisabilité du projet.

Conformément à son plan visant à redonner un nouveau souffle aux activités énergétiques du pays, la NOC multiplie depuis quelques semaines les mesures pour optimiser le fonctionnement de ses infrastructures pétrogazières. Récemment, le complexe de Mellitah a ainsi subi des travaux de réhabilitation.

REVENU GLOBAL DU SECTEUR FINANCIER COTÉ EN TUNISIE

Une progression de 11,1 % au premier trimestre 2023

Au cours des trois premiers mois de l'année 2023, les banques cotées sur la Bourse de Tunis ont davantage soutenu le secteur financier tunisien avec une hausse de 14,2 % du total de leurs revenus. Dans le secteur du leasing et celui des assurances, la progression du revenu global a été de 2,8 % pour le premier et 1,7 % pour le second.



Le chiffre d'affaires de l'ensemble des banques, sociétés d'assurance et sociétés de leasing cotées sur la Bourse de Tunis a progressé de 11,1 % au cours des trois premiers mois de l'année 2023, apprend-on d'un rapport de l'institution financière sur les revenus des sociétés cotées au 1er trimestre 2023. Le document publié fin mai montre que cette progression du secteur financier coté a davantage été soutenue par le secteur bancaire. Les douze établissements bancaires inscrits sur la cote de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis ont amélioré de 14,2 % le total de leurs revenus à fin mars 2023. Leur chiffre d'affaires est passé de 1,4 milliard de di-

nars tunisiens (369 millions \$) au 31 mars 2022 à 1,6 milliard de dinars tunisiens au 31 mars 2023.

La plus forte progression de revenus dans le secteur bancaire à fin mars 2023 a été celle de la Banque de Tunisie et des Emirats (BTE). Cet établissement qui a pour principaux actionnaires l'Etat tunisien et le fonds souverain émirati Abou Dhabi Investment Authority a affiché une hausse de 60,3 % de son chiffre d'affaires à fin mars 2023. Il est directement suivi par la banque islamique Wifack international bank qui a déclaré une hausse de 29,7 % de son revenu et la Banque internationale arabe de Tunisie (BIAT) dont le revenu a progressé de 21

% à fin mars 2023.

Dans le secteur des assurances, le revenu global des assureurs cotés en bourse a atteint 439,2 millions de dinars tunisiens, en hausse de 1,7 %. Tunis Re, Assurances Maghreb et Assurances Maghreb Vie ont respectivement réalisé les trois plus fortes progressions de revenus dans ce sous-secteur des assurances.

S'agissant du secteur du leasing, le revenu global des sept sociétés de crédit-bail cotées en bourse s'est amélioré de 2,8 %, pour atteindre 12,3 millions de dinars à fin mars 2023, contre 12 millions de dinars sur la même période en 2022.

MAURITANIE

Secteurs d'activités, pôles d'attraction et opportunités de l'économie

Les vastes programmes de réformes dans tous les domaines engagés en Mauritanie ainsi que la perspective de l'exploitation des différentes richesses du sous-sol, notamment le pétrole, permet au pays de débiter son nouveau millénaire avec espoir et optimisme. Actuellement, l'édifice de l'économie mauritanienne repose sur plusieurs secteurs dont, entre autres, l'extraction minière, la pêche industrielle, le commerce et le secteur agropastoral.

En effet, l'exploitation du minerai de fer des gisements de la région de Zouerate avec celui du cuivre, de l'or d'Akjoujt et du gypse de Ndghamcha, constituait depuis longtemps les principales ressources d'exportation.



Au début des années 80 commence l'exploitation des ressources halieutiques pour devenir maintenant la première richesse du pays. Par ailleurs, le commerce joue un rôle central dans l'économie de la Mauritanie car le pays a hérité de traditions commerciales ancestrales avec, notamment, le passage des caravanes du négoce médiéval entre l'Afrique du nord et le sud du Sahara.

Ainsi, les mauritaniens s'adaptent remarquablement au contexte de la globalisation et aux règles du commerce international.

Enfin, le secteur agropastoral, qui enregistre 20% du Produit Intérieur Brut, constitue également un pilier important dans l'économie mauritanienne. Cependant, celui-ci demeure tributaire des aléas climatiques

SÉNÉGAL

Le géant chinois de l'armement Norinco ouvre un bureau à Dakar

Les groupes de défense chinois tentent de profiter des sanctions imposées à leurs concurrents russes et du recul de l'influence de la France en Afrique de l'Ouest pour augmenter leurs parts de marché dans la région.

Le groupe de défense chinois China North Industries Corporation (Norinco) a ouvert un bureau de vente dans la capitale sénégalaise Dakar pour soutenir son expansion commerciale en Afrique de l'Ouest, a rapporté le quotidien chinois South China Morning Post. A travers ce nouveau bureau, il entend répondre à la demande croissante de matériel militaire la région, notamment dans des pays tels que le Mali, le Niger, le Burkina Faso et la Guinée où des juntes ont pris le pouvoir ces dernières années. Selon certains experts, Norinco et les autres marques chinoises de l'armement cherchent à augmenter leurs parts de marché en Afrique alors que guerre en



Ukraine a considérablement réduit la capacité de la Russie à approvisionner les pays du continent. Dans le même temps, ces groupes tentent de profiter

de recul de l'influence de la France en Afrique de l'Ouest pour mieux se positionner sur ce marché. « L'ouverture du bureau de vente de Norinco à Dakar vise essentiellement à augmenter les ventes d'armes en Afrique de l'Ouest, en particulier à la lumière des lourdes sanctions imposées aux entreprises de défense russes et du sentiment anti-français croissant dans la région, qui pourrait compliquer le rôle de la France en tant que premier partenaire militaire de bon nombre des pays de la région », a souligné Paul Nantulya, chercheur spécialiste de la Chine au Centre d'études stratégiques pour l'Afrique (CESA), un organisme rattaché au département de la Défense des USA.

FOUNDERS FACTORY AFRICA

Lèvee de 14 millions \$ pour s'étendre sur de nouveaux secteurs en Afrique

L'investisseur technologique sud-africain Founders Factory Africa a constitué, en cinq ans d'activité, un portefeuille de plus de cinquante-cinq entreprises, réparties dans onze pays africains. Son ambition est d'étendre ses opérations dans de nouvelles sociétés et ancrer sa présence sur le continent. Founders Factory Africa (FFA), qui investit dans des start-up africaines en phase de démarrage, a annoncé mardi 15 août, la levée d'un financement supplémentaire de 14 millions \$. La ressource a été obtenue auprès de la fondation canadienne

Mastercard Foundation et du fonds d'impact de la fondation Johnson & Johnson. Elle permettra à Founders Factory Africa, qui a déjà investi dans plus de 55 entreprises réparties dans 11 pays d'Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Nord et australe, d'étendre sa portée à travers l'Afrique, en finançant de nouvelles start-up. L'investisseur technologique domicilié en Afrique du Sud a également annoncé qu'il prévoyait investir dans de nouveaux secteurs d'activités non spécifiés pour le moment. En s'engageant aux côtés de Founders Factory Africa, Johnson & Johnson Impact

Ventures espère financer de manière indirecte de jeunes entreprises technologiques africaines, axées exclusivement sur le secteur de la santé. Le fonds d'impact de la fondation Johnson & Johnson soutient que l'accès au capital et à l'expertise technique en faveur de ces healthtechs permettra d'améliorer de manière considérable l'accès à des soins de haute qualité en Afrique. FFA, qui a la particularité de soutenir des entreprises en phase de développement très précoces et donc plus risquées en Afrique, combinera capital et soutien opérationnel, dans le cadre de ses pro-

chaines opérations sur le continent. En plus de son offre d'investissement en capital, il inclura du capital non dilutif, ceci dans le but de mieux répondre aux besoins de start-up africaines. L'investisseur accompagnera également ces entreprises en portefeuille en matière de création d'entreprise. Précisons que ce financement supplémentaire de 14 millions \$ fait suite à des investissements antérieurs réalisés dans Founders Factory Africa par la Standard Bank et Netcare en 2019, puis par la Small Foundation en 2021.

AFRIQUE AUSTRALE

16 pays approuvent un programme d'investissement de 17 milliards \$ dans des infrastructures gazières

Le plan directeur régional pour le gaz vise à améliorer l'approvisionnement en énergie et de diversifier le mix énergétique, qui demeure dominé par le charbon. Les seize pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont approuvé un programme d'investissement de 17 milliards de dollars sur quinze ans dans des infrastructures gazières, a annoncé le bloc régional dans un communiqué publié le 17 août dernier. Baptisé « Plan directeur régional pour le gaz 2023-2038 » (Regional Gas Master Plan 2023 -2038), ce programme a été approuvé lors du 43e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements des pays membres de la SADC, qui s'est tenu à Luanda, la capitale angolaise. Le plan prévoit des investissements dans des infrastructures telles que les gazoducs et les terminaux de gaz naturel liquéfié en vue d'améliorer l'approvisionnement en énergie et de diversifier le mix énergétique, qui demeure dominé par le charbon à l'échelle régionale. Plusieurs découvertes d'importants gisements de gaz naturel ont été annoncées ces dernières années dans plusieurs pays membres de la SADC comme le Mozambique, la Tanzanie, la Namibie, l'Afrique du Sud, l'Angola et la RD Congo. « Les nouveaux projets de charbon étant peu probables, l'énergie nucléaire étant considérée comme coûteuse et le changement climatique menaçant la production hydroélectrique, il ne reste que peu d'options. Le gaz constitue une source d'énergie qui peut accélérer le développement du réseau électrique », a souligné la SADC, indiquant que les Etats membres du bloc régional ont des populations croissantes ainsi qu'un besoin urgent de stimuler la croissance économique inclusive et de réduire la pauvreté et les inégalités des revenus.

DEPUIS MAI 2019

La valeur BOA Niger connaît sa plus forte baisse mensuelle

La filiale nigérienne de Bank of Africa (BOA) a subi une baisse boursière de 19,2% depuis août 2023. Cette dépréciation intervient dans un contexte de sanctions économiques et de crise socio-politique au Niger. Le secteur bancaire, encore fragile, risque d'être davantage impacté. La filiale nigérienne du groupe Bank of Africa (BOA) a vu sa valeur boursière chuter de 19,2% depuis le début du mois d'août 2023, après une baisse de 2,29% en juillet. Selon les données historiques d'African Markets, c'est la dépréciation la

plus marquée pour cette entité depuis mai 2019. Toutefois, le mois d'août a connu des fluctuations. La valeur de BOA Niger a subi sa plus grande perte lors de la première semaine, suivie de jours présentant des tendances plus favorables. Ces mouvements interviennent dans un contexte où le Niger, dont le président démocratiquement élu est détenu par une junta militaire, fait face à des sanctions économiques. La situation socio-politique actuelle au Niger risque d'affaiblir davantage un sec-

teur bancaire déjà vulnérable, largement dépendant de l'administration publique et de quelques grandes entreprises nationales. L'exclusion du Niger des émissions de titres obligataires sur le marché régional de l'UEMOA prive les banques d'une source potentielle de revenus. Cette crise survient alors que le secteur bancaire nigérien commençait à montrer des signes de stabilité. Les taux débiteurs étaient en déclin, et la confiance accrue envers le pays avait stimulé la demande de liquidités dans le secteur bancaire, entraînant une hausse des taux d'intérêt sur

les dépôts, comme l'indiquent les données récentes de la Banque centrale de l'UEMOA. Il sera crucial de surveiller l'évolution de la situation. Les résultats du troisième trimestre 2023 nous éclaireront sur l'impact de la crise politique sur la capacité de BOA Niger à générer des revenus. Il est également important de noter que, avant l'imposition des sanctions, les banques nigériennes étaient impliquées dans des opérations financières qui semblent échapper aux nouvelles mesures restrictives.

CHINE

Le gouvernement va ralentir le rythme des introductions en bourse

La Chine a annoncé dimanche la réduction de moitié de la taxe sur les transactions boursières, une mesure significative destinée à restaurer la confiance dans le deuxième marché boursier mondial, sur fond de ralentissement économique et de crise immobilière. Cette baisse, qui sera effective dès lundi, est la première depuis 2008.

«Afin de dynamiser le marché des capitaux et de renforcer la confiance des investisseurs, le droit de timbre sur les transactions de titres sera réduit de moitié à partir du 28 août», ont déclaré dans un communiqué commun le ministère des Finances et l'administration en charge de la fiscalité. Des investisseurs à convaincre Cette mesure était très attendue par les places boursières de Chine continentale, ébranlées par la mauvaise santé de l'économie chinoise, avec une crise de la dette dans l'immobilier, la faible consommation et un chômage des jeunes record. L'indice CSI 300 des principales capitalisations des Bourses



de Shanghai et Shenzhen a reculé d'environ 4% en 2023, après deux années consécutives de baisse, selon l'agence d'information financière Bloomberg. Cette chute s'explique en partie par l'absence de reprise économique d'ampleur après la pandémie de Covid-19 en Chine, les autorités étant toujours réticentes à engager un véritable plan de relance. Avec la mesure annoncée dimanche, le gouvernement ambitionne de faire revenir les investisseurs qui ont perdu confiance dans les actifs chinois. La baisse de cette taxe devrait générer d'importantes transactions à partir de lundi à la reprise des cotations.

CONSEIL ACTION - ACCOR

Un premier semestre réussi pour le groupe hôtelier

Le groupe hôtelier a fait mieux que prévu au premier semestre et a revu en hausse ses objectifs pour l'exercice. Les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie ont retrouvé leur niveau d'activité d'avant la crise Covid, et Accor ne fait pas exception à la règle. Le redressement est même impressionnant sur la première partie de l'exercice, ce qui se ressent également dans le parcours du titre, qui a rebondi de près de 40% depuis le 1er janvier. Ainsi, sur le premier semestre, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 2,40 milliards d'euros, en croissance de 39% dont 35% en organique. L'écart entre les deux performances provient

essentiellement de l'intégration, pour 139 millions d'euros, de Paris Society à la division Luxe & Lifestyle.

Le haut de gamme porte la croissance et la rentabilité

Dans le détail, et suivant le nouveau découpage des activités appliqué par Accor, la branche Premium, Milieu de Gamme et Économique affiche des ventes de 1,42 milliard d'euros, en progression de 34% à données comparables. Dans les mêmes termes, le pôle Luxe & Lifestyle décolle de 40% à 1,02 milliard d'euros.

Wall Street hésite, s'accommode du discours de Powell et conclut en petite hausse

La Bourse de New York a conclu en petite hausse vendredi une séance en dents de scie où le marché s'est finalement accommodé sans conviction du discours, ferme mais prudent, de Jerome Powell, président de la banque centrale américaine (Fed). L'indice Dow Jones a avancé de 0,73%, le Nasdaq, à forte coloration technologique, a augmenté de 0,94% et le S&P 500 de 0,67%, selon des résultats provisoires.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Août 2023 Valeur : 28 Août 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	136,3192	136,3342
1	EUR	EURO 	147,9472	148,0180
1	GBP	POUND STERLING 	173,2137	173,2768
100	JPY	JAPANESE YEN 	93,8256	93,8553
1	CNY	CHINESE YUAN 	18,7162	18,7234
1	CHF	SWISS FRANC 	154,9786	155,0662
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	100,7012	100,7420
1	DKK	DANISH KRONE 	19,8528	19,8579
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12,4564	12,4612
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12,7889	12,7939
1	AED	UAE DIRHAM 	37,1078	37,1220
1	SAR	SAUDI RIYAL 	36,3373	36,3451
1	KWD	KUWAITI DINAR 	442,1641	442,3563
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43,4509	43,8876
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13,5606	13,5621
1	LYD	LIBYAN DINAR 	28,1902	28,3351
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3,6016	3,6020
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180,9295	180,9295

OR

Les investissements en pièces et lingots s'effondrent en Allemagne, les taux en cause

chez BullionVault, plateforme d'échange d'or et métaux précieux. Une amélioration de la rémunération des liquidités en banque favorise en effet des arbitrages défavorables à l'or, placement ne versant pas de revenu. Les taux

d'intérêt réels (les taux d'intérêt après déduction de l'inflation, c'est-à-dire de la hausse des prix à la consommation) sont passés en moyenne d'un niveau record de -8,1% en octobre dernier à -5,7% en juin pour les comptes bancaires

des ménages à accès immédiat. Et pour les comptes de dépôt d'une durée maximale de 12 mois, les taux réels sont passés de -7,1% à -3,4% par an - le taux le moins négatif depuis deux ans - selon les données de la banque centrale allemande, la Bundesbank. Ces évolutions expliquent en grande partie le véritable effondrement observé sur les investissements en or en Allemagne, qui pointe traditionnellement au troisième rang mondial en la matière, derrière la Chine et (...)

REJETS EN MER DE L'EAU DE FUKUSHIMA

Les Chinois mettent la pression sur les Japonais

Le rejet en mer des eaux filtrées et diluées issues de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima, approuvé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), provoque la colère de nombre de Chinois. Tokyo s'inquiète des harcèlements téléphoniques subis par des entreprises japonaises et demande à Pékin d'assurer la protection des ressortissants japonais en Chine.

Le ton monte entre Pékin et Tokyo depuis que l'opérateur japonais Tepco a commencé à rejeter en mer l'eau utilisée pour refroidir les réacteurs nucléaires sinistrés de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. La Chine, qui s'est vivement opposée à ce rejet des eaux, filtrées et diluées selon un plan validé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a déjà suspendu toute importation de produits de la mer du Japon.

Demande d'appels au calme

Mais la protestation a pris depuis jeudi un tour plus agressif. Des appels en provenance de Chine ont commencé à inonder les entreprises japonaises. Tokyo a demandé à Pékin de « garantir la sécurité des résidents japonais en Chine ». Hiroyuki Namazu, haut diplomate japonais chargé des Affaires asiatiques et océaniques, a demandé aux hauts fonctionnaires de l'ambassade de Pékin à Tokyo d'appeler au calme, selon un communiqué du ministère japonais des Affaires étrangères samedi en fin de



jour. Des incidents similaires se sont également produits en Chine visant des établissements japonais, a déclaré Hiroyuki Namazu aux diplomates chinois selon le communiqué qui demande « instamment au gouvernement chinois de prendre les mesures appropriées, notamment en appelant ses citoyens à agir calmement, et de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité des résidents japonais en Chine et des missions diplomatiques japonaises en

Chine ». L'ambassade de Tokyo à Pékin a séparément demandé à ses ressortissants de s'abstenir de parler fort en japonais.

Des commerçants japonais débranchent leurs lignes téléphoniques

Un homme d'affaires de Fukushima, cité par l'agence de presse Kyodo, a déclaré que ses quatre restaurants et pâtisseries avaient reçu un total d'environ 1.000 appels vendredi, la plupart en provenance de Chine, poussant

ses commerces à débrancher leurs lignes. Le maire de la ville de Fukushima, Hiroshi Kohata, a déclaré samedi dans une publication sur le réseau social Facebook que la mairie avait reçu environ 200 appels similaires en deux jours, et que les écoles, restaurants et hôtels locaux en avaient également été victimes. Sur les réseaux sociaux, les internautes chinois ont partagé des vidéos dans lesquelles ils se montrent en train d'appeler des numéros japonais. Au total, le Japon compte évacuer dans l'océan Pacifique plus de 1,3 million de m3 d'eau traitée de Fukushima et ce, de manière extrêmement graduelle — jusqu'au début des années 2050, selon le calendrier actuel. Cette eau provient de la pluie, de nappes souterraines et des injections nécessaires pour refroidir les cœurs des trois réacteurs de la centrale qui étaient entrés en fusion après le tsunami de 2011. Elle a été traitée pour la débarrasser de ses substances radioactives, à l'exception du tritium, puis diluée avec de l'eau de mer avant le rejet dans l'océan, afin que son niveau de radioactivité ne dépasse pas le plafond visé de 1.500 Bq/L.

Combien pèse le trafic de drogue en France ?

Les fusillades qui ont tué un enfant de dix ans puis un jeune homme de dix-huit ans cette semaine à Nîmes sont liées au trafic de drogue qui gangrène le quartier où se sont produits les faits. Mais derrière cet enfer, se cache un business faramineux qui ne connaît pas la crise. D'après une note de l'Insee de 2021, le secteur ne génère pas moins de 2,7 milliards d'euros de gains par an en France, ce qui « correspond au total de la consommation de drogue (3,1 milliards d'euros) minoré des importations (0,4 milliard) ». Soit un peu plus de 0,1 point du produit intérieur brut (PIB).

Pour arriver à ce chiffre, l'Insee a estimé le montant de transactions sur les différentes drogues, mais aussi pris en compte « les heures travaillées par les trafiquants » soit « un peu plus de 30 millions d'heures » par an. Un tiers de ce chiffre est généré par le trafic de cannabis, un autre par celui de la cocaïne, viennent ensuite l'héroïne et les produits de synthèse.

On compte environ 4.000 points de deal en France. Pour donner un ordre de grandeur, c'est le double du nombre de restaurants McDonald's. « L'organisation de la vente a évolué au fur et à mesure que la pression s'est accentuée », souligne pour Capital Aurélien Bernard, fondateur du média spécialisé Newsweed. « Le trafic s'est adapté pour s'invisibiliser : aujourd'hui on livre à domicile, par exemple. Les points de deal se volatilisent mais ça ne veut pas dire que le trafic disparaît. »

APRÈS L'INTERDICTION IMPOSÉE PAR LE JAPON

Le premier ministre indien Modi veut que l'Union africaine rejoigne le G20

Le premier ministre indien Narendra Modi a demandé dimanche que l'Union africaine (UA) devienne membre du G20, le club des pays les plus riches du monde qui doit se réunir en Inde en septembre. « Nous avons invité l'Union africaine avec l'idée de lui accorder un statut de membre permanent » du G20, a déclaré Narendra Modi lors du forum d'affaires B20 qui se tenait en prélude au sommet du G20 des 9 et 10 septembre. En décembre, le président américain Joe Biden avait déjà émis le souhait que l'UA rejoigne le G20 en tant

que membre permanent, assurant que « cela allait se faire ». Seul un pays africain, l'Afrique du Sud, est actuellement membre du G20, qui rassemble 19 des plus importantes économies mondiales plus l'Union européenne, soit 85% du PIB mondial et les deux tiers de la population du globe.

Grand rival de la Chine

Basée à Addis Abeba, capitale de l'Éthiopie, l'UA compte 55 pays membres, totalisant trois mille milliards de dollars de

PIB. Le premier ministre indien a par ailleurs affirmé que son pays, grand rival de la Chine, avait les capacités de suppléer aux problèmes d'approvisionnement engendrés par la crise du Covid. L'Inde est la « solution » pour créer « une chaîne d'approvisionnement mondiale fiable », car « le monde a beaucoup changé après le Covid-19 », a déclaré Narendra Modi. Jeudi lors du sommet des BRICS (groupe des grands pays émergents) en Afrique du Sud, Narendra Modi s'est entretenu en tête-à-tête avec le président chinois Xi Jinping, un événement rare.

La Russie a-t-elle commandité une attaque contre les chemins de fer polonais ?

Dans la nuit de vendredi à samedi, des inconnus ont pénétré sur le réseau de communications radio des chemins de fer polonais PKP près de Szczecin dans le nord-ouest du pays en émettant un signal « stop » Les services spéciaux polonais ont lancé samedi une enquête suite à une attaque contre le réseau de communications des chemins de fer qui a « déstabilisé » partiellement le trafic dans le nord-ouest du pays. Dans la nuit de vendredi à samedi, des inconnus ont pénétré sur le réseau de communications radio des chemins de fer polonais PKP près de Szczecin dans le nord-ouest du pays en émettant un signal « stop », qui a provoqué l'arrêt et des retards d'une vingtaine de trains. Le trafic a repris normalement au bout de quelques heures, selon PKP. Selon les informations des médias, entre les émissions du signal « stop », les cheminots pouvaient entendre l'hymne national de la Russie et un discours du président Vladimir Poutine. La Pologne, allié fidèle de l'Ukraine, est le pays clef pour le transit d'armes occidentaux vers ce pays. « Pour le moment, nous n'excluons aucun scénario », a déclaré le porte-parole des services spéciaux polonais Stanislaw Zaryn dans un communiqué. Il a indiqué que les services spéciaux prenaient l'incident très au sérieux. « Nous savons que depuis plusieurs mois des tentatives de déstabilisations de l'État polonais ont été entreprises », a-t-il encore déclaré à l'agence PAP. « De telles tentatives sont entreprises par la Fédération de Russie en collaboration avec le Bélarus », a-t-il ajouté.

Aucun risque pour les passagers

L'attaque contre le réseau de communication a « dans une certaine manière déstabilisé le trafic ferroviaire », a encore indiqué Stanislaw Zaryn ajoutant qu'elle « n'a pas provoqué de risques pour la santé et la vie des passagers (...) et ne présente pas de danger pour le trafic ferroviaire en Pologne ». Au cours de la semaine, les chemins de fer polonais ont vécu sur l'ensemble du réseau une série d'accidents, dont deux déraillements des trains, qui n'ont provoqué aucune victime. Selon le porte-parole des services spéciaux, il n'y a « aucun signal » qui permet de relier ces accidents à l'attaque contre le réseau de communications.

STELLANTIS

Le géant de l'automobile veut créer une économie circulaire

Et si Stellantis devenait un acteur majeur du recyclage de voitures ? C'est toute l'ambition du groupe franco-italo-américain, qui a annoncé lundi avoir trouvé un accord avec l'entreprise Galloo pour créer une joint-venture du recyclage de vieilles voitures.

L'idée, pour le constructeur, est de récupérer les pièces et de favoriser ainsi une économie circulaire de l'automobile, de plus en plus indispensable.

Stellantis anticipe la fin programmée du moteur thermique

Le contexte est le suivant : 2035, au plus tard, sonnera la fin de l'ère du moteur thermique. Et

pour Stellantis est arrivée l'heure d'anticiper en concentrant davantage de forces et de moyens au recyclage. Pour cela, elle va fonder, avec l'entreprise belge spécialisée dans le démantèlement de véhicules, Galloo, une coentreprise dédiée à la gestion de la fin de vie des véhicules. Galloo n'est évidemment pas une inconnue : c'est une partenaire de longue date de Peugeot et Citroën, les deux marques françaises de la filiale

PSA, qui elle-même a accouché du groupe Stellantis, après sa fusion avec Fiat Chrysler Automobiles en janvier 2021. Stellantis et Galloo vont, ensemble, améliorer la récupération de pièces pouvant être recyclées ou réutilisées dans de futurs véhicules. Et les ambitions ne se limitent pas au seul groupe automobile. Stellantis et Galloo vont mettre en place un véritable service de recyclage des métaux en fin de

vie des véhicules, mais la future coentreprise proposera également ses services à d'autres constructeurs. Pour cela, elle travaillera avec plusieurs centres de traitement agréés et soigneusement sélectionnés, qui seront chargés de récupérer chaque véhicule auprès de son dernier propriétaire. S'ensuivront la remise en état, la réutilisation puis le recyclage des différentes pièces qui pourront être récupérées sur la voiture.

TÉLÉMATIQUE

Un copilote efficace au service des flottes

Geotab, numéro 1 mondial de l'Iot et des véhicules connectés, fait partie des enseignes qui accompagnent les flottes dans le recueil et le décryptage des données issues de la télématique. Données qui s'avèrent pertinentes à l'heure des choix stratégiques. Visiblement rassurées par les recommandations du RGPD (Règlement général européen pour la protection des données) et de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui posent un cadre à la confidentialité des données liées à la vie personnelle, les flottes françaises recourraient de plus en plus à la télématique. Il faut dire que les outils capables d'exploiter la data issue des véhicules dans le respect des conducteurs sont désormais nombreux et perfor-

mants. Mieux, ils semblent être devenus de véritables copilotes permettant aux entreprises d'optimiser leur gestion de parc et de faire évoluer leur Car Policies. C'est le cas des dernières solutions débarquées ces dernières années sur le marché, parmi lesquelles des nouveautés signées Geotab. Le numéro 1 mondial de l'Iot et des véhicules connectés propose notamment aux flottes un outil baptisé Geotab Keyless. Celui-ci permet aux entreprises clientes de mutualiser l'utilisation de leurs véhicules et de réduire la taille de leur parc automobile grâce à un accès aux véhicules sans clé. Cet outil fonctionne en lien avec une plateforme, MyGeotab, qui dresse des tableaux de bord sur la base des données des véhicules (kilométrage, codes de panne, par exemple) et des

données conducteurs : la consommation de carburant notamment, consommation qui, à ce propos, peut varier jusqu'à 35 % selon la façon de conduire. « Geotab se base sur des éléments essentiels pour les flottes et pour les décideurs, et permet de remonter des données pertinentes sur la performance d'une flotte », confie François Denis, son DG France. « Les gestionnaires peuvent ensuite prendre des décisions adaptées aux besoins de leurs flottes, pour répondre au mieux à leurs problématiques. » Le télématicien met par ailleurs l'accent, actuellement, sur une offre d'audit qui détermine les possibilités d'électrification. Cette étude analyse la performance actuelle des véhicules thermiques d'une flotte donnée, afin de pouvoir mesurer les bé-

néfices qu'elle aurait ou pas à passer à l'électrique.

Verdissement, question centrale

« Il y a d'ores-et-déjà 50% des flottes d'entreprises pour qui ce passage serait économiquement intéressant », certifie François Denis, parallèlement convaincu que les outils télématiques jouent et joueront un rôle encore plus précoce, pratique et décisif dans la perspective d'une électrification à grande échelle. Dans cette configuration, « un gestionnaire doit pouvoir monitorer l'état des batteries et l'autonomie de ses véhicules électriques afin de prévoir avec pertinence leurs périodes de rechargement et la quantité d'électricité », décrit le DG France de Geotab.

MG EHS : restylé, il essaie de vous plaire

Depuis que MG a fait sensation avec sa fameuse MG4 affichée beaucoup moins cher que les autres compactes électriques tout en offrant des prestations loin d'être indignes, on avait un peu oublié l'EHS. Le SUV familial hybride rechargeable du constructeur anglais racheté par SAIC, présent sur notre marché depuis déjà plus de deux ans, affichait un design on ne peut plus anonyme malgré sa présentation intérieure correcte et son rapport prix-prestations serré. Le voilà qui passe par la case restylage afin d'améliorer ce qui constituait probablement l'un des plus gros freins à l'achat de ce modèle : son manque de personnalité (même dans une catégorie où l'achat n'a sans doute



rien à voir avec un acte passionnel). Les modifications à l'avant sont les plus visibles. Voilà pourquoi l'engin s'équipe d'une calandre béante façon Mercedes-AMG en plus d'optiques différentes (100% LED) et de boucliers profondément remaniés. L'EHS évolue moins

à l'intérieur où la planche de bord conserve son design et son ergonomie. En revanche, celle de l'interface numérique de l'écran tactile central progresse, avec au passage un processeur plus puissant en plus d'une architecture logicielle repensée. Pas du luxe quand on se souvient de la len-

teur du précédent système... Sous le capot, on retrouve le bloc essence 1,5 litre de 162 chevaux fonctionnant de concert avec un moteur électrique de 122 chevaux (pour atteindre 258 chevaux et 370 Nm au cumul). D'une capacité de 16,6 kWh, les batteries permettent de parcourir officiellement 52 kilomètres. Reste maintenant à connaître le prix français, qui ne sera hélas connu que le 3 juillet prochain. Même si les ventes des véhicules hybrides rechargeables ont tendance à baisser sur notre marché, l'EHS pourrait continuer de convaincre si son addition reste aux environs des 35 000€ (il coûte actuellement 35 490€ en finition Comfort). Sur tout avec cette nouvelle face avant ?

Un nouveau SUV électrique construit à Rennes en 2025

Le groupe Stellantis annonce la construction d'un nouveau SUV électrique dès 2025 dans l'usine de Rennes. Il parle vraisemblablement du prochain modèle familial électrique de Citroën.

Un tout nouveau SUV électrique du groupe Stellantis sera produit dans l'usine de Rennes dès 2025. Voilà l'annonce officielle faite dans un communiqué de presse, précisant que ce modèle reposera sur la plateforme STLA Medium conçue pour les prochains modèles électrifiés de taille moyenne du groupe formé par les anciennes structures PSA et FCA. Le communiqué précise qu'il s'agira de l'un des 12 modèles 100% électriques que doit assembler en France Stellantis à moyen terme. Il y aura également un atelier d'assemblage de batteries sur le site.

Mais de quel SUV électrique parle-t-on ? On le sait, le remplaçant du Peugeot 3008 (et du 5008) actuel, attendu en 2024, doit justement reposer sur la plateforme STLA compatible aussi bien avec des modèles électriques que des versions thermiques électrifiées. Mais ce dernier doit être assemblé à Sochaux d'après une déclaration du patron de Stellantis Carlos Tavares en marge du dernier mondial de l'automobile de Paris 2022. A cette occasion, il avait évoqué « un futur SUV électrique de Citroën assemblé à Rennes ». Le modèle de 2025 dont parle le communiqué pourrait donc être ce futur SUV Citroën, possiblement le remplaçant du C5 Aircross actuel qui va sur ses vieux jours.

Des cousins chez Opel et probablement chez Alfa Romeo

La logique voudrait que le cousin allemand des Peugeot 3008 et Citroën C5 Aircross, l'Opel Grandland, passe lui aussi à cette plateforme STLA Medium et à une motorisation 100% électrique dans quelques années. De même que d'autres modèles du groupe Stellantis, y compris comme DS ou Alfa Romeo. Rappelons que le futur 3008 de troisième génération existera aussi dans des versions électrifiées dotées d'un moteur thermique. Il en sera probablement de même pour ses cousins.

POUR LA PREMIÈRE FOIS

La ville de Marseille replante des graines de posidonie

L'expérience a pour but d'observer s'il est possible d'étendre la superficie des fameux herbiers de Méditerranée.

Thomas Schohn, ingénieur d'études au GIS Posidonie, montre les graines triées prêtes à être semées dans la baie de Marseille

Le GIS Posidonie a proposé à la ville de Marseille de tirer parti de la floraison exceptionnelle cette année des plantes de posidonie.

Les graines provenant de fruits échoués sur les plages de la région ont exceptionnellement pu être ramassées, et semées à 25 mètres de profondeur dans le sanctuaire des récifs sous-marin du Prado, dans la baie de Marseille.

Si l'expérience est concluante, les herbiers de posidonie pourraient non seulement être préservés mais aussi développés.

Le zodiac de la patrouille maritime de la ville de Marseille file droit vers les récifs artificiels immergés de la baie du Prado, zone sanctuaire entre la Corniche et le Frioul. A son bord, sur une



mer d'huile ce mardi, des plongeurs de « l'opération Posidonie », chapeauté par le groupement d'intérêt scientifique (GIS) Posidonie et soutenue à hauteur de 15.000 euros par la ville. Ils s'apprêtent à se jeter à l'eau avec, dans une bourriche, un

précieux trésor ramassé quelques jours plus tôt sur des plages varoises : des graines de posidonie, ces herbes sous-marines aux milles vertus écologiques (si elles ne sont pas détruites...) et présentes uniquement en Méditerranée.

« Aujourd'hui, ils vont semer 4.000 graines sous des tapis de fibre de coco, à 25 mètres de profondeur, poursuit l'adjoint à la mer Hervé Menchon (EELV). Nous avons une feuille de route très ambitieuse sur la question de la posidonie à Marseille. Jusqu'à présent, nous étions devant le constat qu'il est possible de protéger mais difficile de développer ces herbiers. » L'optique change avec la floraison exceptionnelle de la posidonie cet automne, sans doute liée à la canicule marine. Un phénomène qui s'observe, selon l'élus, tous les 4 à 10 ans. Alors, lorsque les scientifiques lui parlent du projet de récolter les graines nombreuses à venir, pour les planter dans la baie de Marseille, il n'hésite pas un instant. Reste à attendre que la floraison porte ses fruits. Une fois détachés de la plante, ceux-ci flottent et viennent sécher sur la plage. Il est alors possible d'en récupérer les graines.

LILLE

Un traitement «révolutionnaire» contre l'hémophilie

Un espoir immense pour les malades. Lundi 17 avril, c'est la journée internationale de l'hémophilie. Pour marquer le coup, l'équipe d'hémostase du centre hospitalier (CHU) de Lille, dans le Nord, ouvre ses portes pour expliquer les enjeux de santé et raconter ses essais cliniques. L'hémophilie A est une maladie hémorragique héréditaire qui touche uniquement les hommes. Jusqu'à maintenant, le seul traitement, proposé déjà au CHU de Lille, reposait sur l'injection d'une protéine dans le sang, par voie intraveineuse dont la durée trop courte permettait d'empêcher ou de maîtriser l'hémorragie.

« Je peux enfin faire ce que tout le monde fait »

Désormais, cela fait trois ans que l'hôpital teste un médicament thérapeutique que les spécialistes jugent « révolutionnaire ». Le traitement permet de diminuer les effets de la maladie et de mieux protéger les patients, sur une longue durée. « Une seule injection suffit à protéger un patient les deux tiers de la semaine. Le reste de la semaine le résultat est de cinq à six fois supérieures à la moyenne » explique la Pr Sophie Susen, chef du service d'hémostase clinique du CHU de Lille.

Dans la région des Hauts-de-France, une quinzaine de patients ont pu profiter de ce médicament. « J'éprouve moins de douleurs articulaires. Je peux enfin faire ce que tout le monde fait », raconte Adamou Ngouyamsa, 36 ans, qui participe aux essais cliniques depuis trois ans. Dans le monde, 150 personnes ont pu en bénéficier. La phase d'essai clinique est désormais terminée. Les patients sont dans une période d'étude dite d'extension, afin de leur permettre de conserver ce traitement. Encore quelques années d'attente pour voir apparaître ce médicament sur le marché européen.

Un marketing affûté

Récemment récompensé par un prix au Sival, le salon international des techniques de productions végétales d'Angers, le Sunions se démarque aussi par son marketing affûté, alors que d'autres espèces comme l'oignon des Cévennes, sont aussi parfois réputées pour leur faculté à préserver nos yeux. Mais sur son étiquette vert flashy, le slogan « Fini de pleurer » n'est pas le seul argument. « Il est doux et savoureux. Son goût est moins piquant, un peu plus sucré, ce qui lui permet d'être dégusté cru ou cuit », assure David Corré, qui recommande carrément de croquer des tranches d'oignon à l'apéritif, avec un simple filet d'huile d'olive. Autant d'atouts (mais pas de certification bio) qui pourraient cependant bien vous faire pleurer une fois arrivés à la caisse (prix recommandé : 2,50 € les 500 grammes). Déjà adopté aux Etats-Unis et en Espagne, le Sunions espère désormais convaincre les consommateurs en Grande-Bretagne et en Italie.

Meta annonce son nouveau casque de réalité mixte

Meta vient de dévoiler son nouveau casque de réalité virtuelle, le Meta Quest 3. Digne successeur du Quest 2, il apportera plus de puissance, une meilleure résolution, de nouvelles lentilles, ainsi que la réalité mixte. Alors qu'Apple devrait présenter son casque de réalité virtuelle et augmentée le 5 juin, Meta lui a grillé la politesse et vient d'annoncer son très attendu Quest 3. Il s'agit du successeur du Meta Quest 2 lancé fin 2020, qui a beaucoup contribué à démocratiser la réalité virtuelle. Meta n'a pas encore dévoilé tous les détails techniques. Toutefois, la firme a indiqué que le nouveau casque aura une meilleure résolution, et deux fois plus de puissance gra-

phique que le Meta Quest 2 grâce à une nouvelle puce Snapdragon. Meta a également opté pour des lentilles Pancake, comme dans le Quest Pro, pour remplacer les lentilles de Fresnel du Quest 2. Grâce à ce choix, le casque est 40 % plus mince. De plus, les lentilles Pancake sont moins sujettes aux aberrations chromatiques, et ne nécessitent pas de correction logicielle des distorsions très coûteuse en puissance de calcul.

Un casque conçu pour la réalité mixte

Le casque proposera également la réalité mixte, autrement dit le mélange de réalité virtuelle et augmentée. Grâce à de nou-

velles caméras, il intégrera le passthrough stéréoscopique haute-fidélité en couleur, autrement dit la possibilité de voir le monde sans enlever le casque et d'y intégrer des éléments virtuels. Le Meta Quest 3 sera accompagné de nouveaux contrôleurs Touch Plus, dépourvus de l'habituel anneau et intégrant le retour haptique TruTouch des Touch Pro. Meta dévoilera la fiche technique détaillée lors de sa conférence Meta Connect le 27 septembre. Le casque sera disponible cet automne à partir de 569,99 euros. La firme a également annoncé une augmentation des performances pour le Quest 2 de 26% pour le processeur, et 19% pour la puce graphique, via une mise à jour logicielle.

Oeuvre dans un grand jardin		Résines		Femme de ménage		Un précieux			Reine indienne		Ancienne cité d'Arcadie	Un grand fumeur	Souvent domestique	
Outil au jardin		Pomme d'arbre		Un tissu		Auteur du 'moulin de la galette'			Cinéaste italien				Un as	
								Outil au jardin						
								Brevet sur route						
Trou au jardin								Outil au jardin						
Cavité								Dramaturge connu						
					On peut l'entendre au jardin									
Bien issues					Signes de croix					Forte parfois				Soutient la poitrine
Bon rapport					Attaqué par carie					Essaya				
		Base pas aérienne						Commune du Gard	Ferrure			Appréciation à l'école		
		Liquide au jardin							Une auge					
Devant le toubib			Travail sur tonneau								Commune italienne	Pigments jaunes	Grain de peau	
Fleur au jardin			Possessif											
				Sont un peu lents										
				Sicaire										
Homme volant						Prend du volume								
Difficulté						Ventilé								
		Serait nuisible au jardin	École des grands			Un chien								
			Éveillée			Prendre un coup de rouge								
Agir au jardin										A sa planche				
Le vide absolu										Marque de dédain				
					Un gros dur				Os de cuisse					
									Outil au jardin					
Agent de liaison	Longs chemins							Eaux-de-vie						Outils au jardin
	Utile au jardin													
		Pronom			Assemblage en couture	Squelette		Groupe ethnique		Symbole			Piquent l'été	
		Pousse dans le jardin								Bien détendu				
Trou				Délimite au jardin										
Leurres pour taureaux				Un hit										
							Surface de jardin				D'engrais au jardin			
							Monnaie				Longue période			
Un dieu			Dans la gamme			Monnaie des Hébreux						Marque la surprise		
Obsède			En Chaldée			Une note								
								Mauvaise humeur						
Avec le bien ou le mal					Pièce jointe							Tristes initiales		

Vers le contrôle de 80% de la production pétrolière mondiale

Le 15e sommet des BRICS s'est clôturé, jeudi 24 août, avec l'annonce de son élargissement à 6 nouveaux pays à compter de janvier 2024. « Les BRICS contrôlent désormais 80% de la production pétrolière mondiale », écrit le site cointribune.com. En effet, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran et les Émirats arabes unis (EAU) sont notoirement des pays pétroliers importants. L'Éthiopie et l'Argentine n'ont pas le même statut, mais abritent des ressources pétrolières substantielles. À la lumière des différentes données, « il semble que la projection concernant la fin du dollar se précise ». Grâce à leurs nouveaux membres, les BRICS dans leur nouvelle version « contrôleront pratiquement l'essentiel de la production mondiale de brut », ajoute la même source. En termes chiffrés, les BRICS+ « auront la mainmise sur au moins 80 % de la production pétrolière globale ».

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 28 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

DJELFA

Neuf morts et 4 blessés dans deux accidents de circulation

Neufs personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées à des degrés différents dans deux accidents de la circulation survenus, samedi, dans la wilaya de Djelfa, indique la Protection civile. L'unité secondaire d'Ain Oussara est intervenue vers 16h00 suite à une collision entre deux véhicules touristiques au niveau de la route nationale RN 167 dans la localité de « Sersou » en direction de la commune de Had Sahary. Ce premier accident a fait trois morts, âgés entre 45 et 55 ans et trois blessés âgés entre 12 et 45 ans, lesquels ont reçus les premiers soins avant leur évacuation vers l'hôpital d'Ain Oussara, tandis que les personnes décédées ont été transférées à la morgue du même établissement hospitalier. Les secours du centre avancé de Oued Sder, appuyés par les secours de l'unité secondaire d'Ain El Ibel dans le sud de la wilaya, sont également intervenus vers 17h après un carambolage impliquant un véhicule de transport collectif, un véhicule touristique et un camion semi-remorque sur l'axe de la RN01 reliant Djelfa et Laghouat. Ce deuxième accident a fait cinq morts sur place, dont trois femmes et un nourrisson, ainsi que deux blessés qui ont reçu les premiers soins avant que l'un d'eux ne succombe à ses blessures après son évacuation à l'hôpital. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de ces accidents mortels.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Saudi Aramco épinglée par des experts de l'Onu

La compagnie pétrolière royale saoudienne, Saudi Aramco, n'a pas répondu aux questions des experts de l'Onu portant sur ses objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Dans son secteur, le géant énergétique est le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre. Jusqu'alors ce sont surtout les compagnies privées occidentales investies dans la production d'hydrocarbures qui avaient fait l'objet de critiques de la part des militants du climat. Or, samedi, des experts de l'Onu ont interpellé, dans un courrier rendu public, le compagnie royale saoudienne de pétrole Aramco au sujet des conséquences de son activité sur le réchauffement climatique. Exploration de nouvelles réserves de pétrole et de gaz. Ces lettres, publiées sur In-



ternet deux mois après leur envoi, affirment que des experts des Nations unies ont reçu des informations « concernant les activités commerciales de Saudi Aramco (...) qui ont des conséquences négatives en matière de protection des droits de l'homme dans le contexte du changement climatique ». Ils l'accusent no-

tamment de « maintenir la production de pétrole brut, d'explorer de nouvelles réserves de pétrole et de gaz, d'étendre ses activités en matière de gaz combustible fossile et d'informations erronées ». Ils estiment que les activités commerciales de Saudi Aramco semblent « contraires aux objectifs, aux

obligations et aux engagements de l'Accord de Paris », visant à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5°C. Les lettres adressées à Aramco et à ses bailleurs de fonds ont été envoyées par des experts appartenant au groupe de travail de l'Onu sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales, ainsi que des rapporteurs spéciaux des Nations unies chargés des droits et du changement climatique. Selon cette correspondance, les combustibles fossiles sont responsables de plus de 75% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Elle cite des rapports estimant que plus de la moitié de ces émissions peuvent être attribuées à 25 entreprises du secteur des combustibles fossiles, « Saudi Aramco étant le plus gros émetteur de gaz à effet de serre ».

ANALYSE

Pourquoi l'Union africaine doit intégrer le G20

L'admission de l'Union africaine (UA) au sein du G20 semble de plus en plus probable, à l'heure où de plus en plus de voix la réclament. Bon nombre des membres les plus éminents du groupe, dont les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et la France, ont approuvé cette adhésion, que le Premier ministre indien, Narendra Modi, souhaite mettre sur la table lors du prochain sommet du G20. Le président sénégalais, Macky Sall, champion de cette cause lors de son récent mandat à la présidence de l'UA, a souligné que cette initiative se fait attendre depuis longtemps, compte tenu du poids économique et démographique du continent. En devenant membres à part entière, les dirigeants africains peuvent contribuer à concevoir un système financier mondial plus équitable et plus dans l'intérêt de tous. Il faudra de nouveaux efforts de sensibilisation de l'opinion pour obtenir ce siège, mais il est temps pour l'UA de mettre au point une stratégie en vue de récolter les bénéfices potentiels de l'adhésion. Une telle stratégie doit reposer sur quatre piliers. Tout d'abord, l'UA doit sélectionner soigneusement ses représentants au G20. Bien que le président en exercice puisse être le choix évident pour assister au sommet des dirigeants, un tel choix ne semble pas recommandé dans les cir-

constances actuelles. Une idée qui mérite d'être explorée consiste à choisir soit le président de la Commission de l'UA, qui supervise les activités quotidiennes de l'Union, soit un ancien chef d'Etat représentant l'UA au sommet des dirigeants pour un mandat pluriannuel. De toute évidence, un dirigeant fort de l'UA au sommet du G20 n'est pas une panacée. Une représentation adéquate aux réunions des ministres, des gouverneurs des banques centrales et des groupes de travail techniques convoqués par la piste Finance et la piste Sherpa du G20 est tout aussi importante. Un programme clair Deuxièmement, les représentants de l'UA ne peuvent être efficaces que si les décideurs africains élaborent et avancent des positions communes sur les questions économiques mondiales. Alors que l'UA réussit à façonner les vues africaines sur les questions diplomatiques, les opinions sur la politique économique ont tendance à être fragmentées. Les dirigeants de quelques pays africains sont francs sur ces questions, mais le continent devra parler d'une seule voix s'il espère influencer la prise de décision du G20. Troisièmement, l'UA aura besoin d'un programme clair pour réformer l'architecture financière mondiale. Dans un contexte de crises interconnectées liées au changement climatique, à

l'insécurité alimentaire et énergétique, aux urgences de santé publique et aux conflits, le continent est confronté à d'importants déficits de financement. Le système financier international ne couvre actuellement qu'une faible part des besoins de développement durable de l'Afrique, qui sont estimés à 1,3 billion de dollars par an jusqu'en 2030. Pourtant entre 2016 et 2019, le continent n'a reçu que 3 % des flux mondiaux de financement climatique bien en deçà des nécessaires pour mettre en oeuvre au niveau national dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. La dynamique politique en faveur d'une refonte du système se développe, mais se contenter de joindre des appels à la réforme risque de ne pas suffire. Pour opérer un changement, l'UA doit disposer d'un plan global autour duquel elle peut rallier ses partenaires. Enfin, la constitution de coalitions avec d'autres membres du G20 sera essentielle pour que l'UA maximise son influence sur le processus d'élaboration des politiques du groupe. Ces partenariats devraient être étendus au-delà des gouvernements et de l'Union européenne à tous les acteurs du G20 participant au forum. L'UA devra s'engager auprès des groupes et partenaires de développement sur le continent et solliciter leurs contributions et leurs commentaires sur son programme du G20.

Les institutions panafricaines, les organisations multilatérales et autres entités non gouvernementales peuvent offrir un soutien précieux qui ne doit pas être gaspillé. L'adhésion au G20 permettra à l'UA d'élaborer un programme de développement mondial mieux conforme à son propre « Programme 2063 » et de mobiliser des financements extérieurs pour l'adaptation au changement climatique, à la transition énergétique et au développement des infrastructures. Mais à une époque de compétition entre grandes puissances, l'UA ne devrait pas compter uniquement sur la coopération multilatérale. L'UA et ses Etats membres doivent se préparer de toute urgence au siège permanent du G20 qui est de plus en plus susceptible de lui être offert. Mais ils doivent à présent jeter les bases nécessaires pour produire les résultats escomptés sur le plan politique et sur le plan du développement. Ibrahim Assane Mayaki est PDG de l'Agence de développement de l'Union africaine et envoyé spécial de l'Union africaine pour les systèmes alimentaires. Par Daouda Sembene, ancien directeur exécutif du Fonds monétaire international et conseiller économique principal du président du Sénégal. Ce texte est publié en partenariat avec Project Syndicate.

Source : Les Echos